

53. La Conférence appelle l'attention de l'opinion publique, par ailleurs, sur certains problèmes qui restent à résoudre : discrimination à l'encontre des femmes dans divers domaines de la vie sociale, lutte contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme. M. Podgorny, président du Praesidium du Soviet suprême, a insisté, dans son intervention à Mexico, sur le fait que le socialisme a libéré les femmes et leur a permis de participer à la vie de la société, au développement de la production et à la direction de l'Etat. La politique sociale de l'Union soviétique vise à créer les conditions optimales pour qu'elles puissent y parvenir.

54. Si elle est un des événements majeurs de l'Année internationale de la femme, la Conférence n'est pourtant qu'un début car la lutte des femmes n'est pas finie. Il faut donc poursuivre les efforts, dans les pays et sur le plan international, notamment dans le cadre du Congrès mondial de l'Année internationale de la femme, qui aura lieu à Berlin en octobre 1975.

55. La délégation soviétique est convaincue que l'Année internationale de la femme permettra aux femmes de tous les pays de se libérer totalement et de participer à la solution des problèmes, au renforcement de la paix et de la sécurité, ainsi qu'à la libération de tous les peuples et au progrès de l'humanité en général.

56. M. ŽIŽKA (Tchécoslovaquie) dit qu'en Tchécoslovaquie, comme dans tous les pays socialistes, les femmes ont la même situation que les hommes; mais il n'en va pas ainsi dans le reste du monde. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie appuie tous les efforts visant à faire participer les femmes, à égalité, avec les hommes, à la gestion de leurs pays et à l'édification de la paix dans le monde. Elle souscrit à la Déclaration de Mexico car elle est convaincue que les objectifs de l'Année internationale de la femme — égalité, développement et paix — correspondent aux aspi-

rationnelles réelles des femmes dans le monde. La proclamation de l'Année internationale de la femme a été un autre pas vers l'égalité des femmes et leur participation à la vie culturelle, économique et sociale.

57. Il est également symbolique que l'année 1975 marque le trentième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, où les femmes ont participé activement à la lutte contre le fascisme. L'actuelle détente internationale, à l'origine de laquelle sont les pays socialistes, se traduit par un renforcement de la coopération entre Etats appartenant à des régimes sociaux et économiques différents. La détente ne saurait avoir que des effets positifs sur la situation des femmes dans tous les domaines et dans le monde entier. On ne peut que se féliciter également de la participation des femmes à la lutte pour la paix, la sécurité internationale, le désarmement, et contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'*apartheid*, car cette lutte contribue à affermir la détente et à favoriser la coopération internationale et le développement économique et social de tous les pays, dont dépend à son tour l'amélioration de la condition des femmes.

58. Cette amélioration ne sera possible toutefois qu'après des transformations sociales et économiques importantes et à partir d'un niveau minimal de développement. La délégation tchécoslovaque a eu la satisfaction de participer à la Conférence de Mexico, qui a constitué une des initiatives essentielles en ce sens. Elle se félicite du caractère universel et des résultats de cette conférence et continuera à soutenir l'action entreprise par les femmes pour améliorer leur sort dans tous les domaines, dans laquelle elle voit une légitime obligation internationale. Elle est convaincue que le Congrès mondial de Berlin et les autres grandes initiatives internationales iront dans le même sens.

*La séance est levée à 13 heures.*

## 1975<sup>e</sup> séance

Vendredi 25 juillet 1975, à 15 h 15

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1975

*En l'absence du Président, M. E. Longestaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.*

### POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Année internationale de la femme (*suite*) [E/5725]

1. M. MICHEEL (République démocratique allemande) fait observer que la participation de 133 Etats, de 8 mouvements de libération et de 113 organisations non gouvernementales à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme témoigne bien de l'intérêt que cette conférence a suscité dans le monde entier. Pour sa

part, la République démocratique allemande a activement contribué aux préparatifs de cette réunion.

2. La République démocratique allemande, dès sa création, a compris que les droits fondamentaux de l'homme sont aussi ceux de la femme et que, dans la société contemporaine, l'égalité en droit des femmes et des hommes va de soi. Mais la République démocratique allemande sait d'expérience que c'est seulement quand tous les rapports sociaux tiennent compte du progrès social que la libération de la femme est vraiment possible. C'est pourquoi la République démocratique allemande estime hautement l'énergie avec laquelle les pays en voie de

développement luttent pour une existence digne qui, par définition, consacre l'égalité des sexes. Dans cet esprit, la délégation de la République démocratique allemande a tenu à participer à l'élaboration des décisions et des instruments adoptés à Mexico, notamment la Déclaration sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix, et le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme (E/5725, chap. I, et chap. II, sect. A), qui expriment la volonté de la majorité écrasante des pays Membres de l'Organisation des Nations Unies.

3. Pour terminer, le représentant de la République démocratique allemande rappelle que le Congrès mondial des femmes doit se tenir à Berlin en octobre 1975. Cette réunion devrait donner une impulsion nouvelle à la lutte pour l'égalité des sexes.

4. M. BUKHARI (Pakistan) dit que la Conférence de Mexico aura fortement contribué à éveiller la conscience internationale, qui jusqu'alors ne s'était guère préoccupée du sort des femmes, qui représentent pourtant la moitié de la population mondiale. Il est manifeste pourtant que la femme, même dans les régions développées, n'a pas encore réussi à assumer pleinement le rôle qui lui revient. La Conférence a abouti à des résultats constructifs qui sont encourageants, mais elle n'aura vraiment de suites concrètes que si les femmes elles-mêmes le veulent et parviennent à surmonter leurs préjugés et leurs inhibitions. Pour sa part, le représentant du Pakistan espère vivement que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et tous les organismes du système des Nations Unies s'efforceront de mettre en application les nombreuses résolutions adoptées à Mexico, qui marquent le début d'une véritable renaissance de la femme. Il espère que le Plan d'action mondial sera également mis en application, sous l'égide de la Commission de la condition de la femme et de l'Assemblée générale.

5. Mme TALLAWY (Egypte) note que, dans bien des milieux, on doute que la Conférence de Mexico ait été un succès. Pour l'Egypte, le succès est indéniable, car pour la première fois le problème de la femme a été posé sur le même plan que tous les autres grands thèmes de l'actualité économique et sociale : ressources alimentaires, population, matières premières, etc. L'époque où le problème de la femme était ramené à celui d'une lutte entre les sexes est révolue. Il faut maintenant dépasser le stade où l'on ramène le problème de la femme à celui de l'égalité des sexes, car cette égalité sera nécessairement acquise au terme d'un processus d'évolution normal. Pour l'Egypte, le problème de la femme se situe dans le contexte du développement socio-économique de la société tout entière. Voilà le message de la Conférence de Mexico, celui qu'il faut faire entendre à la collectivité mondiale. Il appartient désormais aux gouvernements de tenir compte, en établissant leurs plans de développement économique et social à court et à long terme, du fait que les femmes constituent la moitié de la population. C'est cette idée fondamentale que les auteurs de la Déclaration de Mexico ont tenu à énoncer en premier.

6. Il semble que le grand public ait retiré de la Conférence de Mexico une image assez confuse. La faute en incombe probablement en partie à la grande presse, et c'est pourquoi la Conférence a adopté plusieurs décisions sur le rôle des

moyens d'information, qui peuvent aider à faire disparaître un bon nombre d'attitudes et de préjugés qui font tort à la femme.

7. Pour Mme Tallawy, l'idée d'organiser, parallèlement à la Conférence intergouvernementale convoquée par l'ONU, une réunion d'organisations non gouvernementales féministes n'était pas bonne : on aboutit ainsi à une fragmentation de l'action, qui devrait au contraire avoir un caractère global. C'est d'ailleurs pourquoi le Plan d'action mondial énonce des recommandations qui, très expressément, "s'adressent aux gouvernements ainsi qu'à toutes les institutions publiques et privées, aux organisations de femmes et de jeunes, aux employeurs, aux syndicats, aux grands organes d'information, aux organisations non gouvernementales, aux partis politiques et à d'autres groupes".

8. Certains disent que le Plan d'action mondial se rapporte surtout aux problèmes des pays en voie de développement et n'intéresse guère les femmes des pays développés. En réalité, les auteurs du Plan reconnaissent explicitement qu'il existe dans la situation des femmes de sociétés, de cultures et de régions diverses, des différences marquées qui se manifestent par des besoins et des problèmes différents et qu'en conséquence chaque pays doit décider de sa propre stratégie nationale et identifier ses propres objectifs et priorités dans le cadre de ce plan mondial.

9. On a aussi reproché à la Conférence de Mexico d'avoir été trop politisée. Cette critique est, elle aussi, injustifiée. Il faut bien voir que, dans le monde d'aujourd'hui, aucun problème ne peut être traité isolément. Comment donc, quand on étudie les problèmes de la femme, ne pas évoquer des problèmes politiques et économiques qui, dans certaines régions, entravent le développement sous tous ses aspects ? Si l'on veut vraiment assurer la pleine participation des femmes au développement socio-économique, comment aurait-on pu, à Mexico, passer sous silence la situation politique lourde de dangers qui existe en Afrique australe, en Palestine, et dans d'autres régions du monde ? C'était impensable, et cela explique que la Conférence ait adopté sept résolutions d'ordre politique sur un total de 34 décisions.

10. Pour sa part, l'Egypte a voté pour le Plan d'action mondial et pour presque toutes les résolutions. Mme Tallawy espère que ces résolutions seront toutes dûment appliquées, en particulier la résolution 4, qui a trait au rôle de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés dans l'application du Plan d'action mondial, ainsi que les résolutions sur la situation des femmes dans les zones rurales, sur l'enseignement et la formation, et sur la révision et l'élargissement de la classification internationale type des professions.

11. M. CHENG Yu-kuei (Chine) déclare qu'à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme les deux superpuissances ont fait de nombreuses tentatives pour détourner la Conférence de ses objectifs : l'une d'elles voulait faire reconnaître le "caractère apolitique" du mouvement des femmes, tandis que l'autre s'efforçait d'imposer ses conceptions éculées de la "détente" et du "désarmement". Pour l'une comme pour l'autre, il s'agissait d'empêcher les femmes du monde entier de participer à la

grande lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie. A Mexico, un bon nombre de pays du tiers monde et certains mouvements de libération ont su déjouer ces manœuvres.

12. L'émancipation de la femme, dans tous les pays, est indissociable de la lutte de libération que le peuple tout entier doit mener contre toutes les formes d'impérialisme, de colonialisme et d'hégémonie qui sont encore si largement pratiquées, en particulier par les deux superpuissances.

13. La délégation chinoise à la Conférence a appuyé la Déclaration de Mexico. Ce document, rédigé essentiellement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, exprime les revendications et les propositions légitimes des hommes et des femmes du tiers monde. Cependant, la délégation chinoise a émis des réserves sur le paragraphe 30 de la Déclaration parce qu'en acceptant de mentionner le "désarmement" dans cet instrument les auteurs de la Déclaration jouent le jeu des superpuissances au détriment de la lutte des peuples du tiers monde. La délégation chinoise a également exprimé des réserves à propos d'autres termes employés dans la Déclaration, comme la notion d'"interdépendance".

14. Quant au Plan d'action mondial, il contient des éléments satisfaisants, mais la délégation chinoise avait, là aussi, des réserves de principe sur certaines questions capitales, comme la manière d'assurer l'émancipation des femmes, thème de l'Année internationale de la femme, et sur la ligne de conduite à recommander aux femmes de tous les pays. En particulier, la délégation chinoise était très fermement opposée à ce qu'il soit recommandé aux femmes de participer aux réunions sur le désarmement et à des activités du même ordre; elle a également fait savoir qu'elle ne se considérait pas liée par les dispositions du Plan d'action mondial relatives aux affaires intérieures et à la souveraineté de divers pays, ni par les pactes et résolutions approuvés et signés par la clique de Chang Kai-shek. Pour les raisons que M. Cheng Yu-kuei vient d'exposer, la délégation chinoise n'a pas participé au vote sur le Plan d'action mondial.

15. M. EHSASSI (Iran) souligne que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a marqué un progrès important pour les femmes puisqu'elle a réussi à attirer l'attention du monde sur des problèmes qui touchent directement plus de la moitié de la population du globe. La Conférence a reconnu que la femme était victime de multiples formes de discrimination, d'injustice et de domination; elle a également souligné qu'il était nécessaire de faire des recherches dans ces domaines et de créer les services d'appui qui permettront aux femmes de participer pleinement à la prise des décisions économiques, politiques et autres qui intéressent leur vie quotidienne, ainsi qu'au processus de développement dans son ensemble. Il est vrai que la condition de la femme varie selon les régions et selon les pays, mais la justice exige que toutes les femmes aient la possibilité de mener la vie qu'elles ont librement choisie et reçoivent la formation nécessaire. A cette fin, les Etats Membres devraient sans plus tarder formuler des stratégies nationales pour mettre à exécution le Plan d'action et les résolutions de la Conférence et pour concrétiser les idées exprimées dans la Déclaration de Mexico, compte tenu de ce que ces stratégies ne pourront être efficaces que si les

femmes participent à leur élaboration. Des conférences régionales devraient être organisées pour formuler des plans d'action régionaux ou en surveiller l'application, et il faudrait envisager de convoquer, peut-être en 1980, une deuxième conférence mondiale, sans laquelle la première conférence ne resterait qu'un début.

16. Les programmes tendant à favoriser le progrès de la femme doivent se fonder sur une compréhension des répercussions de l'évolution économique, sociale et technique sur la vie de la femme. Il faut déterminer non seulement les changements nécessaires mais aussi les moyens d'amener ces changements. Il est donc indispensable d'établir aussi rapidement que possible, comme la Conférence l'a recommandé dans sa résolution 26, l'institut international de formation et de recherche pour la promotion de la femme. Le Conseil économique et social devrait demander au Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trentième session sur les moyens de créer cet institut. Pour sa part, l'Iran, pour montrer l'intérêt qu'il porte à ce projet, s'est engagé à verser à l'institut une contribution pouvant atteindre 1 million de dollars; il est convaincu que les pays qui peuvent le faire prendront des mesures analogues. Enfin, le représentant de l'Iran pense qu'il serait opportun que le Conseil appelle l'attention des Etats Membres sur la résolution 6 de la Conférence relative à la participation des femmes à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et à d'autres réunions des divers organes des Nations Unies; le Conseil devrait inviter les Etats Membres à mesurer l'importance de cette résolution et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accroître cette participation.

17. Mme WIE (Norvège), prenant la parole au nom des pays nordiques, déclare que les résultats de la Conférence de Mexico constituent une bonne base d'action nationale et internationale en vue d'éliminer les obstacles intolérables à l'égalité des hommes et des femmes dans tous les domaines d'activité politique, économique et sociale. Encore faut-il que le Plan d'action mondial, notamment, ne reste pas à l'état de simple document. C'est aux Etats Membres qu'incombe la responsabilité essentielle de la mise en œuvre du Plan, mais l'ONU doit assumer elle aussi une grande part de cette responsabilité et il est donc indispensable de renforcer sa capacité d'action.

18. Les pays nordiques se félicitent de ce que l'amélioration de la condition de la femme soit reconnue comme faisant partie intégrante du processus général de développement, et ils estiment que la mise en œuvre du Plan d'action mondial est un élément essentiel des efforts en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international. Ils considèrent d'autre part que les programmes d'aide devraient donner la priorité la plus élevée à l'assistance aux femmes qui sont victimes de la pauvreté et du sous-développement. La Déclaration et le Plan d'action mondial soulignent à juste titre la nécessité de l'intégration des femmes non seulement à la vie économique, sociale et culturelle mais aussi aux affaires politiques de leurs pays. Il faut que les délibérations de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale reflètent la nécessité d'une participation accrue des femmes au processus de développement.

19. M. SYMONS (Royaume-Uni) rappelle que le Royaume-Uni, qui devrait avoir bientôt l'une des législations les plus complètes du monde pour éliminer la discrimination à l'encontre des femmes, s'efforce activement depuis des années, tant dans le cadre de l'ONU qu'en dehors, d'améliorer la condition de la femme dans le monde. Les efforts du Royaume-Uni dans ce sens font partie de son action d'ensemble en faveur des droits de l'homme et du développement économique et social.

20. La question la plus importante dont était saisie la Conférence de Mexico était celle du progrès des femmes dans le cadre du développement économique et social, notamment dans les pays en voie de développement. Le Royaume-Uni a été quelque peu déçu de constater que la Conférence, au lieu de faire porter ses efforts sur l'élaboration de mesures concrètes et réalistes pour le progrès de la femme, a insisté d'une façon qui lui semble excessive sur des problèmes politiques qui relèvent essentiellement d'autres organes des Nations Unies. La réputation et l'efficacité des Nations Unies risquent de souffrir si des conférences techniques et spécialisées telles que celle de Mexico ne parviennent pas à transcender les difficultés politiques. Toutefois, même s'il est prématuré de dresser un bilan complet des réalisations de la Conférence, on peut dire qu'elle a accompli un travail important et utile.

21. Le document le plus important qu'elle ait élaboré est certainement le Plan d'action mondial, dont le temps dira la valeur. Le Gouvernement britannique espère que ce plan sera effectivement mis en œuvre. A bien des égards, cependant, il est probable que la réalisation la plus importante de la Conférence restera intangible. En participant à la préparation de la Conférence, première réunion intergouvernementale exclusivement consacrée aux problèmes de la femme, les gouvernements ont été obligés de s'intéresser à ces problèmes; il faut espérer qu'ils continueront à le faire.

22. Le Royaume-Uni a exprimé l'intention, pendant la Conférence, de réorienter ses programmes d'aide bilatérale vers la solution des problèmes de la pauvreté, en particulier dans le domaine du développement rural. Il compte donc verser pendant trois ans, à partir de 1976, une somme annuelle de 200 000 livres pour contribuer au financement de projets dans les pays les plus déshérités, projets qui profiteront essentiellement aux femmes des zones rurales. L'aide multilatérale peut aussi apporter une contribution fondamentale à la cause du développement social. A cet égard, la délégation du Royaume-Uni pense qu'il faudrait réorienter un grand nombre des programmes des Nations Unies pour qu'ils tiennent mieux compte de la place des activités des femmes dans le processus de développement.

23. M. BARAC (Roumanie) dit que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a mis en évidence le rôle important des femmes dans la vie de la société et dans la lutte générale de l'humanité pour le progrès et la civilisation, pour la coopération et la paix. Elle a montré que les femmes du monde entier sont profondément intéressées par l'instauration d'un nouvel ordre économique et politique international. Par ailleurs, ce nouvel ordre et la démocratisation des relations internationales pourraient certainement aider les femmes à

participer pleinement, dans des conditions d'égalité, à la vie économique, sociale et politique, conformément à leurs aspirations. La pleine réussite de la Conférence s'est concrétisée par la Déclaration de Mexico et par le Plan d'action mondial ainsi que par les 34 résolutions que la Conférence a adoptées. La Conférence a eu un caractère politique prononcé. D'une part, elle a révélé une prise de conscience plus poussée de la part des femmes et, d'autre part, elle a montré que les gouvernements, les Etats, les organisations non gouvernementales et l'opinion publique se préoccupent de plus en plus de l'intégration sociale de la femme. A propos du Plan d'action, la délégation roumaine pense qu'il faudrait donner une priorité spéciale aux besoins des femmes des pays en voie de développement, et plus particulièrement des femmes des zones rurales et des zones urbaines à faibles revenus.

24. Comme le souligne la Déclaration de Mexico, les objectifs envisagés ne peuvent être atteints que dans un monde où les relations entre les Etats seront fondées sur le principe de l'égalité souveraine, où les peuples pourront disposer librement d'eux-mêmes, où la force ne sera plus employée, où les principes de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats seront respectés. De même, les relations entre les êtres humains devraient être fondées sur le principe de l'égalité de droit des hommes et des femmes.

25. M. RUSSKOV (Bulgarie) souligne que la Conférence de Mexico a réuni un très grand nombre de participants et a pris des décisions très importantes en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination et de créer les conditions nécessaires pour promouvoir l'égalité des droits de la femme dans le monde entier et sa dignité. La mise en œuvre des décisions et des principes adoptés par la Conférence améliorera le sort de millions de femmes et leur permettra d'autre part de prendre une part plus active à l'effort de développement, à la lutte pour la paix et le désarmement, à la réalisation du progrès social et de la justice. L'égalité des femmes est l'une des conditions préalables du progrès dans tous les pays, et l'une des plus grandes réussites des régimes socialistes est d'avoir instauré une égalité complète entre les hommes et les femmes. La Bulgarie en a fait l'un de ses principes constitutionnels et elle a adopté en 1973 un nouveau programme en vue d'élargir le rôle de la femme. En conclusion, M. Russkov déclare que les décisions de la Conférence de Mexico marquent un excellent début, que leur mise en œuvre exigera des efforts de la part de tous les pays et que, pour sa part, la Bulgarie fera tout son possible pour coopérer à leur application.

26. M. BAKER (Etats-Unis d'Amérique) pense que nul ne méconnaît l'appui matériel et moral fourni à l'Année internationale de la femme et à la Conférence de Mexico par le Gouvernement des Etats-Unis, qui approuve l'objectif de l'Année internationale de la femme, soit définir une société où les femmes participent véritablement et pleinement à la vie économique, sociale et politique et élaborer des stratégies permettant d'édifier de telles sociétés. Le Gouvernement des Etats-Unis espère toutefois que l'on dépassera le stade de l'élaboration des stratégies pour entrer dans celui de l'exécution, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international.



27. Le Gouvernement des Etats-Unis pense que le bilan de la Conférence est positif et se félicite de ce que l'accord ait pu se faire sur de nombreux points. Il regrette toutefois que des problèmes sans rapport avec les objectifs de la Conférence aient été discutés. Il se propose d'étudier attentivement le rapport définitif de la Conférence et présentera des observations sur les questions de fond et les recommandations de la Conférence devant les organes compétents. Le Gouvernement des Etats-Unis appuiera tous les efforts entrepris pour traduire par des programmes effectifs et concrets les décisions de la Conférence.

28. M. OGAWA (Japon) estime que la Conférence de Mexico a atteint son objectif essentiel, à savoir appeler l'attention du monde sur la condition actuelle de la femme. La situation peut varier d'un pays à un autre, mais il existe des problèmes communs, du fait qu'en général les femmes ont été victimes de certaines formes d'inégalité et de préjugés. Les discussions et les conclusions de la Conférence ont fait l'objet de critiques, mais la délégation japonaise est d'avis qu'elle a marqué un premier pas historique dans la voie de l'instauration d'une égalité véritable entre les hommes et les femmes. La délégation japonaise reconnaît que les trois concepts d'égalité, de développement et de paix sont indissociables. Elle estime que, dans de nombreuses régions du monde, le sous-développement est l'un des obstacles les plus graves à l'égalité des sexes. Le Gouvernement japonais appuie le Plan d'action mondial dans ses grandes lignes; il appuie aussi les résolutions adoptées à la Conférence, compte tenu des observations formulées par la délégation japonaise à Mexico. En conclusion, M. Ogawa fait observer qu'il ne suffit pas, pour améliorer la condition de la femme et instaurer l'égalité des sexes, de procéder à des changements institutionnels ou de modifier la législation; il faut que ces efforts s'accompagnent d'un changement radical d'attitude à l'égard du rôle et de la condition de la femme dans la société.

29. M. McGILCHRIST (Jamaïque) déclare que la Conférence de Mexico a eu pour premier résultat positif d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sur le droit des femmes à être entendues. A la Jamaïque en particulier, l'Année internationale de la femme a eu un profond retentissement, et les autorités y sont plus conscientes que jamais de la nécessité d'intégrer la femme à la vie du pays; à partir de cette année, une nouvelle législation garantira un salaire minimal pour tous les travailleurs, hommes ou femmes, ainsi que l'égalité des salaires, à travail égal, dans tous les secteurs. Priorité est aussi donnée à la formation professionnelle des femmes, à la protection maternelle et infantile, à l'ouverture de crèches, ainsi qu'à l'intégration des femmes rurales au développement agricole. Un bureau chargé de coordonner l'action en faveur des femmes a été créé.

30. Certains se demanderont à quoi bon entreprendre cette politique d'égalité, de progrès et de justice à l'égard des femmes dans le contexte économique international actuel, où les pays en voie de développement ont à faire face à une situation inéquitable; pour sa part, le Gouvernement jamaïcain est prêt à supporter le coût élevé de cette politique en faveur des femmes, et il est disposé à collaborer activement avec les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales pour améliorer la

condition féminine, à la lumière des décisions et recommandations de la Conférence de Mexico.

31. M. OLZVOI (Mongolie) indique qu'à l'occasion de l'Année internationale de la femme, et pour en diffuser les objectifs de progrès social et de paix, un comité des femmes a été créé en Mongolie. Ce comité jouit de l'appui sans réserve du gouvernement et du pays tout entier. Dans la société socialiste, les droits de la femme sont non seulement proclamés, mais garantis concrètement; c'est ainsi qu'en Mongolie, plus de 44 p. 100 des femmes reçoivent une éducation secondaire et universitaire et les femmes représentent plus de 22 p. 100 des enseignants au niveau universitaire, plus de 70 p. 100 du personnel médical et plus de 30 p. 100 des députés. L'égalité des salaires, l'aide aux familles nombreuses, les congés de maternité payés sont des faits acquis.

32. Les documents adoptés par la Conférence de Mexico montrent que les femmes savent très bien quelles sont les racines des maux sociaux qui les frappent particulièrement; on se rendra compte que les objectifs d'égalité, de développement et de paix n'ont pas été choisis fortuitement, si l'on songe au triste sort des femmes dans de nombreux pays, où elles sont insuffisamment instruites, mal rémunérées, victimes de discrimination en matière de protection sociale et de droits familiaux et politiques. D'autre part, les femmes et les enfants sont les premières victimes des guerres et ce n'est pas, comme on l'a dit, parce qu'elle était abusivement politisée que la Conférence a réclamé la paix, le désarmement, l'élimination du colonialisme et du néo-colonialisme: les femmes ont ainsi rappelé leur rôle dans les luttes de libération nationale et proclamé leur soif de paix, leur attachement à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'égalité, la souveraineté et la coopération. C'est pourquoi la Mongolie appuie sans réserve la Déclaration de Mexico et notamment le paragraphe 30 de celle-ci, ainsi que les résolutions de la Conférence sur l'aide au peuple vietnamien, la situation des femmes au Chili et les femmes palestiniennes et arabes.

33. Il incombe maintenant aux organismes des Nations Unies de tout mettre en œuvre pour appliquer les résolutions et recommandations de la Conférence de Mexico: il ne s'agit pas de se lancer dans de nouvelles études théoriques mais de passer à l'action en s'en tenant aux questions véritablement importantes. Le Conseil pourra veiller particulièrement à l'application des décisions de la Conférence. Toutefois, il faut bien comprendre que l'amélioration de la condition de la femme dépend tout d'abord de l'action au plan national, et que l'égalité ne peut être atteinte que dans les conditions de paix et de progrès social et économique que permettra l'instauration du nouvel ordre économique international.

34. M. OKELO (Kenya) considère que la Déclaration, le Plan d'action mondial et les résolutions adoptées par la Conférence de Mexico constituent une contribution importante à la création d'une société plus juste et à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme. Les gouvernements comme les organisations gouvernementales et non gouvernementales trouveront dans les travaux de la Conférence une base utile pour formuler des stratégies qui garantiront à chaque individu la protection de ses libertés

et de ses droits fondamentaux, tels qu'ils sont proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans différents instruments internationaux.

35. Le Kenya espère vivement que les décisions et recommandations de la Conférence de Mexico ne resteront pas lettre morte. Au Kenya, le rôle crucial des femmes dans la construction du pays est reconnu depuis longtemps, comme l'ont prouvé l'importance et la qualité de la délégation kényenne à la Conférence de Mexico. Certes, des progrès restent à faire dans certains domaines, en raison des préjugés et fausses croyances enracinés depuis des générations dans toutes les sociétés.

36. Pour conclure, M. Okelo précise que le rapport de la Conférence dans sa forme provisoire n'étant paru que très récemment, le Kenya se réserve le droit de revenir plus en détail sur son contenu à la trentième session de l'Assemblée générale.

37. Pour Mlle KABANGI (Zaïre), la Conférence de Mexico constitue une étape importante dans le processus d'intégration de la femme à toutes les sphères de l'activité humaine. Le Zaïre, qui a participé à l'élaboration de la Déclaration de Mexico, estime que s'il est légitime de reconnaître la place de la femme dans la société, il est aussi nécessaire de faire progresser cette société. Or, le système actuel des relations économiques internationales fait obstacle à l'amélioration du niveau de vie des pays en voie de développement et il apparaît urgent d'instaurer un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'interdépendance, la coopération et la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. De même, le colonialisme, l'*apartheid*, l'occupation des territoires par la force ne constituent pas seulement un danger pour la paix mondiale, ils empêchent aussi le développement de la société et, partant, l'émancipation de la femme.

38. Le Plan d'action mondial adopté par la Conférence définit des objectifs qui sont effectivement propres à améliorer la condition de la femme, tout en laissant aux Etats suffisamment de liberté d'action, ce qui paraît justifié puisque la situation de la femme ne se présente pas sous le même jour dans tous les pays. Par ailleurs, ce plan indique dans quels domaines particuliers une action nationale s'impose; la délégation zaïroise note avec satisfaction qu'il y est demandé d'encourager les efforts déployés par les femmes elles-mêmes sur le plan individuel, national et international. Pour ce qui est du statut juridique des femmes, l'égalité des droits leur est reconnue par la plupart des pays mais, dans la pratique, les attitudes traditionnelles constituent pour elles un grave obstacle à l'égalité des chances. Dans l'exercice des droits politiques, elles sont rarement présentes bien qu'elles bénéficient en général du droit de vote et de celui d'exercer des fonctions publiques : il est nécessaire de faire cesser la discrimination dans ces domaines et de faire prendre conscience aux femmes de leurs responsabilités de citoyennes.

39. Le Plan d'action mondial fait référence au problème de l'éducation, qui constitue un élément clef du progrès social : il est vrai que les femmes sont défavorisées à cet égard et que cette discrimination compromet l'efficacité de

leur rôle dans la société et de leur contribution au développement.

40. Le Plan d'action mondial souligne également la place importante à attribuer aux femmes du milieu rural, et met l'accent sur les efforts à entreprendre dans différents domaines tels que la santé, la nutrition, la famille, etc. Enfin, les activités de recherche sur la condition de la femme doivent également occuper une place prioritaire tant au niveau national que sur le plan régional et international, et les moyens d'information sont à utiliser largement pour éliminer certains préjugés qui s'opposent à l'émancipation de la femme.

41. Le Plan d'action passe en revue les mesures à prendre à l'échelon mondial, régional et national : sur le plan mondial, un rôle de coordination capital a été confié au Conseil économique et social, et le Zaïre espère que celui-ci mettra tout en œuvre pour s'en acquitter. Au niveau régional, les commissions régionales doivent fournir aux organisations gouvernementales et non gouvernementales les moyens de cerner les problèmes et de mettre au point les méthodes qui permettront d'appliquer le Plan d'action à l'échelon national.

42. En ce qui concerne le Zaïre, différentes manifestations ont marqué l'Année internationale de la femme : le Président de la République a entrepris une tournée à travers tout le pays pour dialoguer avec les femmes de toutes les régions et de toutes les conditions; il a pris diverses mesures en leur faveur, et il a notamment gracié les femmes zaïroises détenues dans les prisons.

43. Dès 1965, le président Mobutu s'est employé à revaloriser le rôle de la femme zaïroise au sein de la nation; sur le plan juridique, l'égalité de l'homme et de la femme est reconnue par la Constitution zaïroise, et le droit de vote et d'éligibilité à tous les échelons est également reconnu aux femmes. Elles sont présentes au Conseil exécutif, au Conseil législatif, au Conseil judiciaire, dans l'armée et dans d'autres secteurs de la vie publique et privée. Enfin, les femmes du milieu rural, qui sont la majorité au Zaïre, bénéficient d'un programme d'éducation et d'encadrement qui a été entrepris pour améliorer leur productivité et leurs conditions de vie.

44. Pour terminer, la représentante du Zaïre estime que l'on ne saurait reprocher à la Conférence de Mexico d'avoir traité de questions politiques telles que le racisme, l'occupation des territoires par la force, etc. : le problème de la condition de la femme a ses racines dans la situation politique et sociale. La Conférence de Mexico a ceci de très positif qu'elle a été l'occasion d'une prise de conscience générale du problème et qu'elle a permis d'élaborer un plan d'action qui devrait permettre de créer une société harmonieuse où la femme et l'homme seront conscients de leur rôle complémentaire.

45. M. CHICHIZOLA (Pérou) se propose de rappeler quelques idées essentielles qui ont été énoncées à la Conférence de Mexico par la délégation péruvienne. En premier lieu, l'égalité de la femme et de l'homme ne devra pas seulement être conquise par des mouvements féministes aux revendications limitées, mais elle devra être revendiquée

dans le cadre de la lutte globale contre la totalité d'un système injuste et oppressif. En second lieu, les luttes révolutionnaires de libération contre la domination et contre un ordre international injuste sont la conséquence d'une prise de conscience des hommes et des femmes du monde entier.

46. Le Pérou s'efforce de transformer son système politique, économique et social en vue de libérer le pays de l'impérialisme capitaliste et de construire une démocratie sociale dans laquelle tous, sans discrimination de sexe, puissent s'épanouir librement. Grâce à cette politique, la femme péruvienne participe désormais à la vie du pays, conformément aux plans économiques du gouvernement. L'Etat s'efforce en particulier d'établir l'égalité de salaire, égalité qui sera sanctionnée prochainement par une loi.

47. La "crise" qui a été évoquée tant de fois au Conseil est due notamment à l'existence d'un déséquilibre du monde moderne, plus avancé sur le plan technique que sur le plan moral. Or la reconnaissance des droits de la femme permettrait précisément de faire faire un progrès moral à l'humanité. Pour sa part, le Gouvernement péruvien mettra tout en œuvre pour y parvenir.

48. Mlle GINSBERG (Alliance internationale des femmes), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que c'est une organisation non gouvernementale, la Fédération démocratique internationale des femmes, qui a proposé à la Commission de la condition de la femme de l'ONU de célébrer l'Année internationale de la femme.

49. Il existe entre chaque ONG et les associations nationales qui en font partie une étroite collaboration qui se manifeste surtout sous forme de séminaires organisés dans le monde entier. Les séminaires tenus par des organisations féminines traitent surtout d'éducation, de formation et de promotion professionnelles et du rôle de la femme dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La situation des femmes rurales est un sujet de préoccupation particulier. Comme le soulignent les rapports de la FAO, les femmes employées dans l'agriculture sont particulièrement désavantagées et les progrès de la mécanisation dont bénéficient déjà les femmes des villes leur échappent encore; dans les campagnes, la mécanisation des travaux agricoles n'est pas toujours au profit de la femme.

50. Les organisations non gouvernementales continueront à lutter pour la cause des femmes, en collaborant à la mise en œuvre du Plan d'action mondial de Mexico. Elles le feront sur le plan national, en mobilisant l'opinion publique, mais aussi sur le plan international, et en resserrant leur coopération entre elles. Elles espèrent avoir à cette fin l'appui des gouvernements. Les ONG feront tout pour participer à l'application des résolutions adoptées à Mexico, notamment des résolutions 4 (Rôle de l'ONU et des organismes qui lui sont reliés dans l'application du Plan d'action mondial), 10 (Accès des femmes à l'assistance financière) et 14 (Recherche visant à élaborer des politiques relatives à l'intégration des femmes au processus de développement).

## POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

### Coopération en matière de développement industriel

#### RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5724)

51. Le PRÉSIDENT signale que le paragraphe 8 du rapport du Comité économique sur le point 13 de l'ordre du jour (E/5724) contient un projet de résolution intitulé "Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels", que le Comité recommande au Conseil d'adopter. Le Comité a adopté ce projet par consensus. Le Président propose au Conseil d'adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

*Il en est ainsi décidé.*

52. Mme ILYUSHINA (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'au moment où la résolution qui vient d'être adoptée a été approuvée par le Comité économique la délégation soviétique ne s'est pas opposée à la décision par consensus réalisée antérieurement à l'ONUDI, pour tenir compte des désirs des pays en voie de développement, mais elle tient à réaffirmer la position adoptée par sa délégation à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima, et au cours de réunions au Siège de l'ONUDI à Vienne.

## POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

### Ressources naturelles

#### RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5731)

53. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à prendre connaissance du rapport du Comité économique sur le point 11 de l'ordre du jour (E/5731). Il signale deux corrections à apporter au texte : dans la dernière phrase du paragraphe 8, remplacer "le bien-fondé" par "l'opportunité"; au paragraphe 9, ajouter les Etats-Unis à la liste des représentants ayant formulé des réserves.

54. Le paragraphe 11 comprend quatre projets de résolution et un projet de décision que le Comité économique recommande au Conseil d'adopter. Les projets de résolution I (Problèmes relatifs à l'existence et à la disponibilité des ressources naturelles) et II (Mise en valeur des bassins fluviaux internationaux) ont été adoptés par le Comité sans vote.

55. Le Président propose au Conseil d'adopter lui aussi les projets de résolutions I et II sans procéder à un vote.

*Il en est ainsi décidé.*

56. M. OGAWA (Japon) demande qu'il soit indiqué, au paragraphe 9 du rapport, que sa délégation a émis des réserves sur l'un des projets de résolution examinés par le Comité économique et que le Japon soit ajouté à la liste des pays qui ont émis des réserves.

57. M. SOARES (Brésil) rappelle que lorsque le Comité économique a examiné les quatre projets de résolution présentés au chapitre premier du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa quatrième session (E/5663), la

délégation brésilienne a fait, à propos des parties A (Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'eau) et B (Mise en valeur des bassins fluviaux internationaux) du projet de résolution II, une déclaration qui a été consignée dans le compte rendu de la 744e séance du Comité économique et dans son rapport (E/5731, par. 8).

58. Le PRÉSIDENT dit que le projet de résolution III intitulé "Souveraineté permanente sur les ressources naturelles" a été adopté par le Comité économique à la suite d'un vote. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique ayant demandé un vote au Conseil, le Président met aux voix le projet de résolution III.

*Par 26 voix contre 5, avec 5 abstentions, le projet de résolution III est adopté.*

59. M. SCHWARTZ-GIRÓN (Espagne) dit qu'il s'est abstenu parce que sa délégation pouvait difficilement accepter le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution relatif aux nationalisations. En effet, la délégation espagnole a fait valoir, dès la cinquante-septième session du Conseil, lors d'une intervention au Comité économique (701e séance) et à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (2316e séance plénière) qu'il n'existait pas de législation internationale universellement reconnue concernant les nationalisations et qu'il était urgent de commencer à élaborer cette législation. Cela dit, la délégation espagnole souscrit entièrement aux autres paragraphes du projet de résolution.

60. M. HARTNACK (Danemark) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote parce que le projet de résolution, notamment au paragraphe 2, est incompatible sur plusieurs points avec la position de son gouvernement. Si le paragraphe 2 avait fait l'objet d'un vote distinct, la délégation danoise aurait dû voter contre.

61. M. WATANAKUN (Thaïlande) dit qu'il a voté pour le projet de résolution mais que ce vote favorable doit être envisagé en tenant compte de l'explication de vote donnée par la délégation thaïlandaise, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (2315e séance plénière), à propos de l'article 2, alinéa 2 c, de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

62. M. HUTAGALUNG (Indonésie) dit qu'il a voté pour le projet de résolution, mais que ce vote doit être envisagé en tenant compte de la déclaration faite par sa délégation au Comité économique (743e séance) à propos du paragraphe 2; la délégation indonésienne avait affirmé à cette occasion que ce paragraphe n'altérerait en rien les engagements pris par l'Indonésie au titre d'accords bilatéraux et multilatéraux.

63. M. KACIMAIWAI (Fidji) dit qu'au Comité économique il a voté pour le projet de résolution car son gouvernement appuie le principe général de la souveraineté sur les ressources naturelles. Cependant, il tient à rappeler qu'au cours du débat au Comité économique il a exprimé des réserves (744e séance) au sujet du paragraphe 2 du dispositif.

64. M. OGAWA (Japon) rappelle que sa délégation a exprimé des réserves à propos des paragraphes 2 et 3 du projet de résolution au cours des débats du Comité économique (743e séance). Néanmoins, comme le texte a fait l'objet d'un consensus à la quatrième session du Comité des ressources naturelles, la délégation japonaise s'est contentée de s'abstenir lors du présent vote, malgré ses réserves.

65. Le PRÉSIDENT dit que le projet de résolution IV, intitulé "Plan d'action global pour la mise en valeur des ressources naturelles et coordination des programmes des organismes des Nations Unies dans ce domaine", a été adopté par le Comité économique sans vote. Il propose au Conseil de l'adopter sans procéder à un vote.

*Il en est ainsi décidé.*

66. Le PRÉSIDENT signale que le projet de décision concernant la suite à donner par le Conseil économique et social au rapport du Comité des ressources naturelles sur sa quatrième session (E/5663) a été adopté par le Comité économique sans vote. Le Président propose au Conseil d'adopter lui aussi ce projet de décision sans procéder à un vote.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

### Coopération internationale dans le domaine de l'environnement

#### RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/5732 et Add.1)

67. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique sur le point 12 de l'ordre du jour (E/5732 et Add.1). Le paragraphe 9 contient un projet de résolution intitulé "Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur sa troisième session", qui a été adopté par le Comité économique à la suite d'un vote par appel nominal. Le Président propose au Conseil d'adopter ce projet de résolution sans procéder à un vote.

*Il en est ainsi décidé.*

68. M. SOARES (Brésil) tient à réaffirmer la position de sa délégation au sujet de la résolution qui vient d'être adoptée, position qui a été exprimée clairement devant les instances appropriées et consignée dans les comptes rendus et dans le rapport du Comité économique.

69. M. CHENG Yu-kuei (République populaire de Chine) dit que sa délégation a toujours appuyé la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et que si le paragraphe 2 du projet de résolution avait été mis aux voix elle aurait voté en sa faveur. En ce qui concerne la question des ressources naturelles communes qui fait l'objet de l'article 3 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, la délégation chinoise maintient sa position.

70. Mme ILYUSHINA (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que, lors de l'examen au Comité



économique du projet de résolution sur la coopération internationale dans le domaine de l'environnement, la délégation soviétique avait réservé sa position (746e séance) sur 27 décisions adoptées par le Conseil d'administration du PNUE à sa troisième session (E/5710, deuxième partie).

71. M. YILDIRIM (Turquie) dit que sa délégation accepte le consensus qui s'est fait sur la résolution, mais en

maintenant les réserves qu'elle a exprimées à propos de la question des ressources naturelles communes lors de l'adoption par l'Assemblée générale de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats (2316e séance plénière) et au cours des deuxième et troisième sessions du Conseil d'administration du PNUE.

*La séance est levée à 18 h 5.*

## 1976<sup>e</sup> séance

Lundi 28 juillet 1975, à 10 h 50

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1976

*En l'absence du Président, M. E. Longestaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.*

### POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Année internationale de la femme (*fin*)

[E/5725, E/L.1673]

1. M. MAHMOOD (Pakistan) présente le projet de résolution E/L.1673 au nom des auteurs, à la liste desquels il convient d'ajouter le nom de Fidji.

2. M. Mahmood rappelle que, pendant des siècles, les femmes ont été victimes de diverses formes de discrimination; des coutumes et des croyances sont apparues qui ont placé les femmes dans une situation d'infériorité par rapport aux hommes et qui ont eu pour effet de les exclure des grands courants de la vie politique et sociale et d'autres domaines de l'activité humaine. La délégation pakistanaise ne sépare point l'amélioration du sort de la femme de celle de la qualité de la vie pour l'humanité entière. Il s'agit moins, à son avis, d'accorder des droits aux femmes que de reconnaître et de respecter les droits inaliénables qu'elles possèdent en tant qu'êtres humains. Dans la mesure où les femmes représentent la moitié de la population mondiale, elles sont forcément un facteur essentiel dans tout programme visant à faire progresser la société. Par conséquent, la réalisation de leurs droits doit être considérée non pas seulement comme une fin en soi, mais aussi comme un moyen d'opérer les changements voulus au sein de la société.

3. Le projet de résolution ne prête nullement à controverse et ses objectifs sont de ceux auxquels tout le monde attache le plus grand prix. Les auteurs espèrent donc qu'il sera adopté par consensus.

4. Mlle GUEVARA ACHAVAL (Argentine) et Mme TURNBULL (Australie), prenant la parole en qualité de coauteurs du projet de résolution, invitent instamment le Conseil à l'adopter par consensus.

5. M. FRAZÃO (Brésil) signale que, dans le texte anglais, la seconde résolution du Conseil mentionnée dans le premier alinéa du préambule devrait être "1850 (XVI)" et non pas "1350 (XVI)".

6. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose d'ajouter les mots "ainsi que des résolutions figurant dans le rapport", à la fin du paragraphe 1 du dispositif. En effet, ces résolutions contiennent des dispositions qui revêtent beaucoup d'importance pour le développement futur des activités qui seront menées dans le cadre des Nations Unies et sur le plan national en ce qui concerne les mouvements féminins. Sous réserve de cette modification, la délégation soviétique sera heureuse d'appuyer le projet de résolution.

7. M. KINSMAN (Canada), appuyé par M. FRAZÃO (Brésil) et Mme HIRLEMANN (France), fait observer que si le Conseil prend acte du rapport il prend automatiquement acte des résolutions qui y sont contenues.

8. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que l'essence même de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme se trouve, non pas dans la Déclaration de Mexico ou le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme, mais bien dans les résolutions. Ce sont elles qui définissent l'orientation politique des travaux de la Conférence, qui a été organisée principalement dans l'intérêt des pays en voie de développement, et notamment des moins avancés parmi eux, et des femmes de ces pays. Le projet de résolution sous sa forme actuelle est nettement insuffisant.

9. Après un échange de vues auquel prennent part M. MAHMOOD (Pakistan), M. CHANG Ping-t sien (Chine), M. BARCELÓ (Mexique), M. McGILCHRIST (Jamaïque), Mme TURNBULL (Australie), M. MUDHO (Kenya) et M. BERAHA (Bulgarie), le PRÉSIDENT propose de suspendre la séance pour permettre aux auteurs et aux autres délégations intéressées de mettre au point un texte qui rencontre l'assentiment général.